

Appel à contribution

Jeunes et réseaux socionumériques en Afrique et en Haïti

Sous la direction de
Zambo Belinga Joseph Marie
Béché Emmanuel

Résumé

Cet appel à contribution pour un ouvrage collectif invite les chercheurs à questionner les rapports des jeunes africains et haïtiens aux réseaux sociaux. Il s'agit de voir comment se structurent leurs usages, identités, rapports, interactions, sociabilités, représentations, personnalités et quotidiens socionumériques, pris entre d'un côté leur engouement pour le numérique, et de l'autre côté leurs faibles conditions sociotechniques, économiques et politiques. Comment s'intègrent les réseaux socionumériques dans leurs quotidiens, pendant qu'en même temps qu'ils sont encouragés à les utiliser, les gouvernements tendent à réguler cette utilisation? Dans quelles mesures les usages qu'ils en font, traduisent-ils leurs pratiques et relations hors-ligne? Quelles sont les conditions socioéconomiques, technologiques, politiques et réglementaires qui déterminent leur accès aux médias socionumériques? Qu'y cherchent-ils? Que font-ils effectivement avec et/ou sur ces médias? Quelles places ces derniers occupent-ils dans leurs vies quotidiennes, professionnelles, relationnelles, religieuses, éducatives et économiques? Comment définir l'expression et la construction identitaires de ces utilisateurs des réseaux socionumériques? Ce sont là autant de questions, non exhaustives, dont l'examen fait appel à une diversité de contributions.

Argumentaire

L'essor technologique de ces dix dernières années est marqué par le développement des médias sociaux et l'intensification de leurs usages, renforcés par la diffusion croissante des supports mobiles (Stenger, 2015). Les récentes statistiques de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT, 2016)¹ montrent dans ce sens que plus de 68% des 3,5 milliards d'internautes dans le monde utilisent les réseaux socionumériques : Facebook, Twitter, LinkedIn, WhatsApp, Pinterest, etc. Stenger et Coutant (2013), et Ellisen et Thierry (2011) les définissent comme des sites et applications web qui, reposant sur la technologie du web 2.0 et sur le principe d'expression, d'identification et de participation, permettent la création et l'échange des contenus générés par les utilisateurs. L'intérêt porté pour ces nouveaux médias ne se manifeste pas qu'au niveau des individus et collectivités, mais aussi dans la littérature, au point où les recherches sociologiques des usages des TIC migrent vers les technologies socialisantes après avoir été longtemps centrées sur la socialisation technique (Amri et Vacaflor, 2010). Si dans la presse populaire, l'accent est mis sur les aspects négatifs des réseaux sociaux, leur dynamique constitue depuis le début des années 2000 un axe majeur de recherche en sociologie et en éducation, contribuant ainsi à renouveler plusieurs problématiques (Ferrary, 2010 ; Granjon Fabien, 2011).

¹ <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2016.pdf>

L'une la plus étudiée est la notion d'identité, individuelle ou collective, que Coutant et Stenger (2010) envisagent sous l'angle de la mise en visibilité de soi, de l'expression d'une culture commune et de l'affichage des goûts et du capital social. C'est ce qu'Amri et Vacaflor (2010) désignent par l'« exposition technologique de soi ». Comme l'écrit Fluckiger (2010, p. 39) en effet, l'augmentation de l'utilisation des médias socionumériques induit aussi une « augmentation de l'autoproduction et de l'autopublication ». Ces médias deviennent ainsi des « scènes d'expression identitaire » (Amri et Vacaflor, 2010)², voire des « outils de reconstruction identitaire » (Fluckiger, 2010, p. 40). Pour cela, les réseaux socionumériques jouent cinq fonctions identitaires : incorporation, communication, objectivation du capital relationnel, évaluation et affirmation identitaire (ibid.), qui sont mises en œuvre au sein de ce que Gallant et Friche (2010, p. 115) appellent la « sociabilité interactive ». Car en dehors du fait que les réseaux sociaux constituent des « catalyseurs relationnels » (Granjon, 2011, p. 100), le façonnage de l'expression identitaire est soumis à une reconnaissance sociale qui confirme ou non les singularités subjectives. Comme l'écrivent Granjon et Denouël (2010, p. 30), les « manifestations du soi qui se jouent [aux] frontières de la pudeur et de l'intime, du privé et du public, du contrôle et du décontrôle, de l'intime et de l'extime à des fins de reconnaissance et de construction positive de son identité, [dépendent] des conventions implicites et/ou explicites qui en règlent la mise en pratique ». Outre les règles implicites liées à la coprésence à distance, plusieurs processus sociaux sont au fondement de la dynamique des sociabilités numériques. Parmi ces facteurs, Forsé (2008) cite l'âge, le genre, la scolarité, les conditions socioéconomiques et la familiarité technologique. D'où des inégalités et disparités dans l'usage des médias socionumériques notamment chez les jeunes (Jouët et Pasquier, 1999).

En tant que capital social, plusieurs recherches ont aussi conceptualisé les réseaux socionumériques en termes éducatifs. Pinte (2010, p. 84) les décrit comme des « formidables outils éducatifs » et « vecteurs d'apprentissage collaboratif ». Plusieurs recherches dont celles de Lafferrière (1999) et de Walckiers et De Praetere (2004) soulignent une diversité d'usages éducatifs des réseaux. D'autres comme Mian Bi Séhi (2012) et Attenoukon, Karsenti et Lepage (2015) mettent en exergue le développement de nouveaux modes de formation qui les intègrent : apprentissage collaboratif, en réseau, mobile ou nomade. Au plan politique, il existe des travaux (Mercanti-Guerin, 2010 ; Béché, 2013) qui démontrent les liens entre l'usage des réseaux socionumériques et les mouvements sociopolitiques. Les printemps arabes et les élections présidentielles de ces dix dernières années dans des pays démocratiques le montrent clairement (Najar, 2013; Faris, 2012; Sami et Fabien, 2012; Zeineb Touati, 2012). Plus globalement, Coutant et Stenger (2011) dressent une typologie panoramique d'usages des réseaux sociaux chez les jeunes : retrouvaille entre amis, publication, partage et commentaire des photos, activités et événements, comparaison et évaluation de soi aux autres, jeux individuels et collectifs, messages instantanés, construction de son profil identitaire, édition des pages et groupes, et emails internes. À ces usages qui constituent l'« expression d'une culture juvénile » (Dagnaud, 2011, p. 25), trois enjeux majeurs sont liés : l'identité, la sociabilité et la participation à l'action collective (ibid.).

Qu'en est-il alors en ce qui concerne le contexte des jeunes africains et haïtiens, où pris entre plusieurs contraintes qui sont socioéconomiques, politiques et technologiques, leur engouement pour les réseaux socionumériques n'est pas suffisamment documenté et conceptualisé (Annie, 2008 ; Chéneau-Loquay, 2010 ; Gado Alzouma, 2008)? Au plan socioéconomique, Guénard et Dubois (2001) mettent en évidence une augmentation du chômage et de la pauvreté financière et économique qui affectent surtout la jeunesse en Afrique. Il en est de même en ce qui concerne Haïti où Herrera et al. (2014) soulignent l'insatisfaction importante des populations en matière des besoins essentiels. Au plan politique, la violence, la répression et l'autoritarisme qui caractérisent les systèmes de gouvernance et d'élection des pays africains et en Haïti (Hurbon,

² <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2010/Amri-Vacaflor/Amri-Vacaflor.pdf>

2001; Zambo Belinga, 2007), se transposent progressivement dans le monde numérique en vue de contrôler notamment l'usage des réseaux sociaux. Dans cette perspective, plusieurs pays comme le Cameroun, le Congo, l'Éthiopie, la Gambie, le Gabon, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo et le Tchad ont déjà eu recours à des coupures d'internet pour contrôler des élections ou des manifestations³. D'autres comme l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cameroun, le Kenya et Zimbabwe adoptent ou ont déjà adopté des législations et instances régulatrices pour censurer les médias socionumériques⁴. Au plan technologique, l'UIT (2016) indique que l'indice de développement technologique (ID) de l'Afrique en termes d'accès, d'usages et de compétences est faible (4,47). Il est aussi inégal⁵ : le plus élevé étant de 5,55 (Ile Maurice) et le plus faible de 1,07 (Niger). Les vingt derniers pays du classement, excepté l'Afghanistan, sont d'ailleurs africains et Haïti. Mais malgré le fait que ¾ des pays africains ont des faibles ID, la plupart d'entre eux figurent néanmoins dans la catégorie des pays les plus dynamiques. L'UIT (2016) montre aussi que dans bien des pays africains, les prix des téléphones mobiles baissent considérablement, ce qui, avec l'avènement de l'internet mobile, induit le développement de l'usage des réseaux sociaux. Le site AgendaAfrica⁶ indique d'ailleurs qu'en dépit de leurs faibles conditions socioéconomiques et technologiques, 700 millions d'Africains surtout jeunes possèdent et utilisent un mobile en 2016, soit huit fois qu'en 2000, faisant ainsi de l'Afrique le nouveau marché émergent des technologies socionumériques. La même source explique aussi qu'en Afrique, plus de ¾ des internautes utilisent activement les réseaux sociaux et se connectent plus via les mobiles (tablettes et smartphones) que par les ordinateurs portables. Il en est de même en Haïti où en 2013, plus de deux millions de personnes utilisent les réseaux sociaux pour parler politique et humanitaire notamment, selon la Radio France Internationale⁷. Si en Afrique comme dans ce pays des Grandes Antilles, 90% de jeunes possèdent un téléphone portable, au moins 85% d'entre les utilisateurs des réseaux socionumériques sont des jeunes de moins de 30 ans.

Selon le site web Histoiredecem.com⁸, Facebook, WhatsApp, Twitter, Imo, LinkedIn, Skype, Pinterest et Instagram sont les sites de réseaux sociaux les plus utilisés dans ces contextes. De plus en plus très présent dans le quotidien, leur usage intègre plusieurs aspects de la vie : communication, technologie, actualités, sexualité, éducation, économie, santé, société, religion et politique. Il devient ainsi un outil socio-relationnel, de conscientisation, d'information, de mobilisation sociopolitique, d'expression socio-identitaire, de liaison entre la diaspora et son pays, de participation aux débats politiques etc., au point où dans un de ses discours, le Président de la République du Cameroun a qualifié les jeunes de « génération Android ». C'est d'ailleurs au regard de cet engouement juvénile pour les réseaux sociaux que ce dernier, comme d'autres présidents africains d'ailleurs⁹, a invité les membres de son Gouvernement et autres responsables publics à s'appropriier les médias sociaux dans le cadre de la promotion de l'action gouvernementale. En prenant exemple sur ce pays d'Afrique en miniature, l'on peut se poser ces questions : s'agissait-il de répondre aux attentes des jeunes? Ou au contraire était-il question de contraindre leurs actions socionumériques? Il reste que depuis ces deux dernières années, on constate une sorte de contre-attaque des Gouvernements africains à l'égard des réseaux sociaux. Dans le registre de ce que nous avons déjà souligné plus haut, l'on peut évoquer le discours du

³ http://afrique.lepoint.fr/economie/afrique-les-faux-democrates-contre-internet-et-les-reseaux-sociaux-26-08-2016-2063973_2258.php

⁴ <http://fr.africanews.com/2017/02/14/les-reseaux-sociaux-redoutables-opposants-en-afrique/>

⁵ <http://news.aniamey.com/h/77910.html>

⁶ <http://www.agenda-afrique.com/fr/actualites/linternet-mobile-afrique-deuxieme-place-marche-terminaux-mobiles>

⁷ <http://www.rfi.fr/ameriques/20130822-haiti-facebook-twitter-football-martelly-sms-port-au-prince>

⁸ <https://histoiresdecem.com/2016/02/03/etats-des-lieux-dinternet-et-des-reseaux-sociaux-au-cameroun-2016/>

⁹ <http://www.jeuneafrique.com/424917/politique/reseaux-sociaux-dirigeants-africains-sexhibent-instagram/>

Président de l'Assemblée Nationale du Cameroun¹⁰ qui qualifie les réseaux sociaux « de véritables fléaux sociaux » et de « nouvelle forme de terrorisme », dont les utilisateurs sont des « internautes malveillants, félons du cyberspace, qui [les] utilisent pour de la désinformation, la manipulation et l'intoxication des consciences ». L'on peut aussi évoquer les SMS téléphoniques du Ministère des Postes et Télécommunications¹¹ de ce pays qui incriminent l'usage des réseaux sociaux en le soumettant au code pénal et à la loi. L'on peut également évoquer la plus longue coupure d'internet en Afrique¹², celle dans les deux régions anglophones du pays aux prises avec des journées villes mortes¹³.

Entre encouragement à utiliser les réseaux sociaux et régulation de cette utilisation, comment se construisent les usages socionumériques des jeunes africains et haïtiens? Comment se structurent-ils au regard de l'enchevêtrement de leurs conditions sociotechniques, socioéconomiques et sociopolitiques? Comment définir l'expression identitaire des jeunes africains et haïtiens utilisateurs des réseaux socionumériques? Comment se présente la typologie des usages qu'ils font avec ces médias sociaux? Ce sont là autant de questions, non exhaustives, dont l'examen invite à faire appel à une diversité de contributions. Celles-ci peuvent porter sur l'un ou l'un des thèmes ci-dessous, qui sont aussi loin d'être exhaustifs.

Axes thématiques

- Identité socionumérique et construction identitaire
- Repli identitaire, identité nationale et transnationale
- Accès aux médias socionumériques, leur diffusion, adoption et appropriation
- Usages des réseaux socionumériques en éducation, politique, économie, santé, etc.
- Mobilisation, militantisme et revendications sociopolitiques via les réseaux socionumériques
- Usages des médias sociaux et mutations sociopolitiques et scolaires
- Sociabilité numérique et médiatique
- Communautés de pratiques ou d'apprentissage
- Les réseaux sociaux numériques vus par les politiciens et éducateurs
- Distance et présence dans l'usage des médias socionumériques
- Collectivisation et individualisation dans l'usage des médias socionumériques
- E-réputations : profils, statuts, Like, Commentaires
- Le soi et autrui sur les réseaux socionumériques
- Relations sociales réelles au prisme des réseaux socionumériques
- Politique et religion sur les réseaux sociaux
- Les amitiés sur les réseaux sociaux
- Amitié et sexualité sur/via les réseaux sociaux
- Les interdits et tabous dans l'usage des réseaux sociaux
- Le communautarisme sur les réseaux sociaux
- Usages non usages des médias sociaux
- Vie privée vie publique sur les réseaux sociaux
- Les échanges sur les réseaux sociaux
- Genre, âge, origines socioéconomiques et médias sociaux

¹⁰ <http://www.ticmag.net/cavaye-yeguie-djibril-les-reseaux-sociaux-sont-devenus-au-cameroun-de-veritables-fleaux-sociaux/#.WITWHBvhDIU>

¹¹ https://www.minpostel.gov.cm/index.php?option=com_content&view=article&id=590%3Adeclaration-du-ministre-des-postes-et-telecommunications-dans-le-cadre-de-la-campagne-de-sensibilisation-a-lutilisation-responsable-des-reseaux-sociaux&catid=49%3Aactualites&Itemid=27&lang=fr

¹² <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-culture/cameroun-crise-anglophone-coupure-internet-sans-precedent-en-afrique-23-02-2017-6705594.php>

¹³ <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-voici-la-preuve-que-le-gouvernement-a-ordonne-la-coupure-dinternet-279891.html>

- Que cherchent les jeunes sur les réseaux sociaux?
- Mobiles, facteurs, objets et finalités de la présence sur les réseaux sociaux
- Effets de masse et effet de quartier en lien avec les réseaux sociaux
- Addictions aux médias sociaux
- L'éducation aux médias sociaux
- Réseaux sociaux numériques et re-questionnement des modèles de communication
- Réseaux sociaux et manipulation des informations
- Jeunes, réseaux sociaux et économie numérique

Modalités de soumission

Les propositions de chapitres (titre, résumé et mots-clés, ne dépassant pas **400 mots**, + plan provisoire et bibliographie) en Times New Roman, taille 12, format .doc ou .docx, précisant l'auteur, l'affiliation institutionnelle et les coordonnées téléphoniques et électroniques, doivent être adressées en attachement à un courriel à :

Emmanuel Béché : beche.emmanuel@gmail.com, beche@beche-emmanuel.com

Avec copie à

Joseph Marie Zambo Belinga : zambobelinga@yahoo.fr

Avant le 15 juin 2017

L'acceptation des propositions sera communiquée par voie électronique le **15 juillet 2017** aux auteurs, qui devront envoyer les textes des articles au plus tard le **30 octobre 2017**.

Jeunes et réseaux socionumériques en Afrique et en Haïti, sous la direction de Joseph Marie Zambo Belinga et Emmanuel Béché

Références citées

- Amri M. et Vacaflor N. (2010). Téléphone mobile et expression identitaire : Réflexions sur l'exposition technologique de soi parmi les jeunes. <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2010/Amri-Vacaflor/Amri-Vacaflor.pdf>.
- Coutant A. et Stenger T. (2010). Processus identitaires et ordre de l'interaction sur les réseaux sociaux numériques. *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 1, <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2010/Coutant-Stenger/index.html>.
- Coutant A. et Stenger T. (2011) Les activités quotidiennes des jeunes sur les réseaux sociaux numériques : Typologie et enjeux. *Réel/Virtuel : Enjeux du numérique*, 2, <http://reelvirtuel.univ-paris1.fr/index.php?revue-en-ligne/a-coutant---s-thomas/2/>
- Dagnaud M. (2011). *Génération Y, les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion*. Paris : Les presses de Sciences-po.
- Guénard, C. et Dubois J.L. (2001). Inégalités, croissance et pauvreté en Afrique subsaharienne. In G. Winter (dir.). *Inégalités et politiques publiques en Afrique : Pluralité des normes et jeux d'acteurs* (p. 41-56). Paris : Karthala
- Herrera, J. et al. (2014). L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012. La réplique sociale du séisme. IHSI, DIAL, Paris, Port-au-Prince.
- Hurbon, L. (2001). *Pour une sociologie d'Haïti au XXIe siècle: La démocratie introuvable*. Paris : Karthala.
- Zambo Belinga J. M. (2007). La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques. *Cahiers d'Études Africaines*, 185, <http://etudesafricaines.revues.org/6739>.
- Attenoukon S. A., Karsenti T. et Lepage M. (2015). L'apprentissage avec des supports mobiles dans l'enseignement supérieur au Bénin : Analyse des usages des apprenants. *International Journal of Technologies in Higher Education*, 123, 62–74.
- Laferrière T. (1999). Apprendre à organiser et à gérer la classe, communauté d'apprentissage assistée par l'ordinateur multimédia en réseau. *Revue des sciences de l'Éducation*, 253, 571-591.
- Chéneau-Loquay A. (2010). L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC. *Afrique Contemporaine*, 2(234), 93-112.
- Gado Alzouma (2008). Téléphone mobile, Internet et développement : l'Afrique dans la société de l'information ? *tic&société*, 2(2), <http://ticsociete.revues.org/488>.
- Annie C-L. (2008). Rôle joué par l'économie informelle dans l'appropriation des TIC en milieu urbain en Afrique de l'Ouest. *Netcom*, 22(1/2), <http://netcom.revues.org/2013>.
- Pinte J.-P. (2010). Vers des réseaux sociaux d'apprentissage en éducation. *Les Cahiers Dynamiques*, 2(47), 82-86.
- Mian Bi Séhi A. (2012). L'apprentissage mobile en formation initiale des enseignants à l'ENS d'Abidjan. *Frantice.net*, 5, 63-72.
- Najar, S. (2013). *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*. Paris : Karthala.

- Sami Z., Fabien L. (2012). (dir). *La communication électronique dans la « société de l'information ». Quels usages, quelles pratiques ?* Le Havre : Klog.
- Ellisen N. et Thierry A. (2011). Réseaux sociaux, numérique et capital social. Entretien réalisé par Thomas Stenger et Alexandre Coutant. *Hermès*, 59, 21-23.
- Ferrary M. (2010). Dynamique des réseaux sociaux et stratégies d'encastrement social. *Revue d'Économie Industrielle*, 129-130, <http://rei.revues.org/4153>
- Fluckiger C. (2010). Blogs et réseaux sociaux, outils de la construction identitaire adolescente ? *Diversité*, 162, p. 38-43.
- Forsé M. (2008). Définir et analyser les réseaux sociaux. Les enjeux de l'analyse structurale. *Informations Sociales*, 3(147), 10-19.
- Gallant N. et Friche C. (2010). Être ici et là-bas tout à la fois : Réseaux sociaux en ligne et espaces d'appartenance chez les jeunes immigrants au Québec. *Lien Social et Politiques*, 64, 113-124.
- Granjon F. et Denouël J. (2010). Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux. *Sociologie*, 1(1), 25-43.
- Jouët J. et Pasquier D. (1999). Les jeunes et la culture de l'écran. Enquête nationale auprès des 6- 17 ans. *Réseaux*, 17(92-93), 25-102.
- Zeineb Touati (2012). La révolution tunisienne : Interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux. *L'Année du Maghreb*, 9, 121-141.
- Faris D. M. (2012). La révolte en réseau : Le "printemps arabe" et les médias sociaux. *Politique étrangère*, 1, 99-109.
- Mercanti-Guerin M. (2010). Facebook, un nouvel outil de campagne : Analyse des réseaux sociaux et marketing politique. *La Revue des Sciences de Gestion*, 2(242), 17-28.
- Pinte J.-P. (2010). Vers des réseaux sociaux d'apprentissage en éducation. *Les Cahiers Dynamiques*, 47, 82-86.
- Stenger T. (dir) (2015). *Digital natives: Culture, génération et consommation*. Cormelles-le-Royal : Éditions EMS.
- Stenger T. et Coutant A. (2013). Médias sociaux : clarification et cartographie. Pour une approche sociotechnique. *Décision Marketing*, 70, 107-117.
- Béché, E. (juin, 2013). L'Internet en politique au Cameroun : Usages, cyberprésence et enjeux démocratiques. Communication présentée au Colloque international : *Les médias en Afrique sub-saharienne et au Maghreb : Formes discursives, publics et enjeux démocratiques*, Berne, Suisse, <http://hdl.handle.net/2268/151255>.
- Granjon F. (2011). Amitiés 2.0. Le lien social sur les sites de réseaux sociaux. *Hermès*, 1(59), 99-104.